



COMMISSION LOGEMENT ET CADRE DE VIE

La Lettre

n°4 avril 25



Familles Rurales saisit le Premier ministre sur les transports ferroviaires

L'association de défense des consommateurs Familles Rurales a écrit au Premier ministre pour critiquer les tarifs pratiqués et la qualité de service offerte à ses usagers par la SNCF. Elle s'insurge contre des abonnements à géométrie variable, des prix qui passent du simple au triple pour un même trajet au sein d'un même train et un nombre conséquent d'annulation ou de retard (347 millions de voyageurs impactés). L'association demande « *la mise en place de tarifs socialement plus justes, conformément à l'esprit du contrat de performance 2021-2030* », en repensant la politique « *sociale et tarifaire au regard des ressources de chacun* ». Pour information la commission de l'UCR a engagé un travail sur l'aménagement du territoire et les mobilités.

Faciliter le retour à domicile par un simulateur de logement

Il est parfois difficile, après une hospitalisation, de réapprendre à tout simplement vivre chez soi. Pour préparer le retour à domicile, le CHU de Lille met à disposition de ses patients [un simulateur de logement](#). Cet espace, conçu par un ergothérapeute, permet de prendre conscience des aménagements nécessaires à effectuer dans son logement. Le passage par ce simulateur s'intègre dans le parcours de soins. Les malades qui rentrent chez eux pendant le week-end peuvent emporter le matériel et il est possible d'avoir une visite à domicile pour adapter son logement.

Trois dispositifs pour les primo-accédants dans la loi de finances 2025

Trois mesures ont été adoptées pour aider les ménages à acheter leur premier logement : le prêt à taux zéro élargi à tous les primo-accédants, l'exonération des donations pour l'achat d'un logement neuf et la protection des primo-accédants face à la hausse des frais de notaire.

Est-on responsable des travaux que l'on réalise soi-même ?

Au moment de la vente d'un bien immobilier, une question de responsabilité peut se poser pour les vendeurs. Si des travaux ont été réalisés par le propriétaire, il sera considéré comme « maître d'ouvrage ». Pour certains travaux (construction, rénovation, extension ou surélévation), le propriétaire peut même avoir la qualité de « constructeur » donc redevable des mêmes garanties qu'un professionnel, notamment de la garantie décennale. La Cour de cassation vient de considérer qu'étant réputée constructeur, la personne qui vend, après achèvement, un ouvrage qu'elle a construit ou fait construire, est tenue d'une responsabilité pour « faute », en cas de malfaçon.

Pour des bailleurs sociaux opérateurs de services de proximité

Une étude menée par la Fédération des offices publics de l'habitat (FOPH) met en lumière les stratégies adoptées pour assurer des services par les bailleurs sociaux. Leur action se diversifie, avec des dispositifs adaptés aux besoins actuels dont la lutte contre l'isolement des seniors. L'étude constate aussi une contraction des services publics dans certains territoires urbains comme ruraux. Elle appelle à une transformation progressive des bailleurs sociaux en véritables opérateurs de services de proximité, tout en sécurisant leur modèle économique. Pour la CFDT Retraités, le soutien aux personnes âgées fait partie des urgences.

Prévention de la dépendance dans les quartiers prioritaires de la ville

La CNSA annonce que 16 territoires porteurs de projets issus des quartiers prioritaires de la ville "construiront et expérimenteront des programmes d'accompagnement et de prévention de la perte d'autonomie auprès de publics âgés et fragiles entre 2025 et 2027". L'État entend "expérimenter une nouvelle approche des politiques de prévention à travers le renforcement du repérage et de l'aller vers dans des territoires où le nombre de personnes âgées est plus important qu'ailleurs". Ces projets sont menés avec la collaboration des CCAS/CIAS. <https://www.cnsa.fr/actualites/prevention-de-la-perte-dautonomie-16-projets-innovants-dans-les-quartiers-prioritaires>